

## **CONCOURS RESTREINT – PHASE CANDIDATURE N° MAPA-25-02**

En application des dispositions des articles L.2123-1, R.2123-1°3, R.2162-15 à R.2162-21 du Code de la commande publique

### **CONCEPTION DU DISPOSITIF SCÉNOGRAPHIQUE DE L'EXPOSITION « FACE À LA GUERRE »**

EXPOSITION PRÉSENTÉE À LA CITÉ DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE  
DU 19 MAI 2026 AU 10 JANVIER 2027

### **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC) PHASE CANDIDATURE**

**Date et heure limites de réception des candidatures : 14 mars 2025 à 11h00**

**Nom et adresse du pouvoir adjudicateur :**

Établissement public à vocation industrielle et commerciale  
Cité de l'architecture et du patrimoine  
1, place du Trocadéro et 11 novembre  
75116 Paris

## Table des matières

<b>PRÉAMBULE – DÉFINITIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>5</b>
1.1 Objet de la consultation.....	5
1.2 Parties contractantes.....	6
1.3 Allotissement du marché.....	7
1.4 Nature du marché .....	7
1.5 Durée du marché .....	7
1.5.1 Planning prévisionnel d'exécution pour chacune des phases.....	7
1.6 Clause d'insertion sociale.....	8
<b>ARTICLE 2 – CONDITION DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>8</b>
2.1 Étendue de la consultation.....	8
2.2 Nomenclature communautaire.....	9
2.3 Variantes.....	9
2.4 Tranches.....	9
2.5 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	9
2.6 Options au sens du droit communautaire - Prestations similaires.....	9
2.7 Forme juridique de l'attributaire.....	10
2.8 Langue et unité monétaire .....	10
2.9 Correspondances .....	10
<b>ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODALITÉS D'OBTENTION POUR LA PHASE 1 .....</b>	<b>11</b>
3.1 Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCC) pour la phase 1 .....	11
3.2 Modalité d'obtention du DCC pour la phase 1 .....	11
3.3 Demande de renseignements complémentaires pour la phase 1.....	11
3.4 Modification du DCE pour les deux phases.....	12
3.5 Confidentialité .....	12
<b>ARTICLE 4 – MODALITÉS DE PRESENTATION DES CANDIDATURES.....</b>	<b>12</b>

4.1	Présentation de la candidature .....	13
<b>ARTICLE 5 – MODALITÉS DE REMISE DES CANDIDATURES .....</b>		<b>15</b>
5.1	Modalités de dépôt .....	15
5.2	Délai de validité des candidatures .....	15
<b>ARTICLE 6 – SÉLECTION DES CANDIDATURES (phase 1) .....</b>		<b>15</b>
6.1	Composition du jury du concours .....	16
6.2	Critères de sélection des candidatures par le jury .....	16
<b>ARTICLE 7 – VISITE OBLIGATOIRE LORS DE LA PHASE OFFRE .....</b>		<b>17</b>
7.1	Visite obligatoire de site .....	17
<b>ARTICLE 8 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODALITÉS D'OBTENTION.....</b>		<b>18</b>
8.1	Modalités de dépôt des offres .....	18
8.2	Date limite de réception des offres .....	18
8.3	Délai de validité des offres .....	18
8.4	Contenu du dossier de consultation pour la phase offre .....	18
8.5	Modalités d'appréciation des offres .....	20
<b>ARTICLE 9 – VERSEMENT D'UNE PRIME.....</b>		<b>20</b>
<b>ARTICLE 11 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....</b>		<b>21</b>
<b>ARTICLE 12 - TRAITEMENT DES DONNÉES .....</b>		<b>23</b>
<b>ARTICLE 13 - RECOURS.....</b>		<b>23</b>

## PRÉAMBULE – DÉFINITIONS

**Pouvoir adjudicateur** : Cité de l'architecture et du patrimoine – 1, place du Trocadéro et du 11 novembre 75116 PARIS

Établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère de la Culture, la Cité de l'architecture et du patrimoine constitue un équipement culturel polyvalent destiné à un large public intéressé par l'architecture, le patrimoine et l'espace de la ville. Pour cela, la Cité propose un programme d'expositions temporaires se déployant sur près de 2 000 m<sup>2</sup>.

Au sens du présent document :

- Le « pouvoir adjudicateur » désigne la personne qui conclut le marché avec le titulaire, soit en l'espèce la Cité de l'architecture et du patrimoine désigné ci-après « la Cité » ou « pouvoir adjudicateur » ;
- Le « titulaire » et ou « l'attributaire » désigne l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire ;
- La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de l'une des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. Cette date, qui peut être mentionnée sur un récépissé est considérée comme la date de notification.

Le présent marché est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) en vigueur à sa date d'engagement (approuvé par arrêté du 30 mars 2021). Toutefois, si un nouveau CCAG-PI entrait en vigueur pendant la période d'exécution du présent marché.

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 Objet de la consultation

La présente consultation porte sur la sélection d'une équipe chargée de la conception du dispositif scénographique de l'exposition temporaire provisoirement intitulée : « Face à la guerre. De l'Afghanistan à l'Ukraine, la destruction du patrimoine au XXI<sup>e</sup> siècle ». Elle sera présentée du 19 mai 2026 au 10 janvier 2027 (dates sous réserve de modification) à la Cité de l'architecture et du patrimoine à Paris.

L'équipe devra intégrer les compétences suivantes :

- Conception scénographique ;
- Conception graphique ;
- Conception lumières.

Pour information, un conseil en ingénierie audiovisuelle sera mandaté par la Cité de l'architecture et du patrimoine pour accompagner les équipes de maîtrise d'ouvrage et d'œuvre.

Espaces :

L'exposition sera présentée à la Cité de l'architecture et du patrimoine au sein de la galerie d'exposition temporaire haute (S1) d'une surface de 1 000 m<sup>2</sup>.

Organisation de l'exposition :

L'exposition est réalisée en coproduction : Cité de l'architecture et du patrimoine, Iconem et le GrandPalaisRmn.

**La Cité de l'architecture et du patrimoine** est un lieu de diffusion, de sensibilisation et d'enseignement de l'architecture dans sa dimension à la fois patrimoniale et actuelle, par le biais notamment d'une programmation dense d'expositions temporaires.

**Le GrandPalaisRmn** est un opérateur culturel dont la mission est de favoriser l'accès à la culture sur l'ensemble du territoire national, et au-delà. Il regroupe des expertises d'excellence dans le domaine artistique et culturel, notamment : expositions, édition, ingénierie culturelle, innovation numérique.

**Iconem** est une entreprise technologique spécialisée en numérisation 3D de sites patrimoniaux et de production d'expériences immersives. Opérant dans une trentaine de pays, Iconem a réalisé plus de 200 répliques numériques de sites historiques et a contribué à une quinzaine d'expositions immersives.

Commissaires de l'exposition :

Yves Ubelman, architecte, président et co-fondateur d'Iconem, commissaire général de l'exposition.

Brent Patterson, maître de conférence associé et chercheur, commissaire associé de l'exposition.

#### Le propos de l'exposition :

(Le dossier de présentation de l'exposition sera transmis lors de la phase 2 – offres)

Face à la guerre. De l'Afghanistan à l'Ukraine, la destruction du patrimoine au XXI<sup>e</sup> siècle.

Des images de la destruction des bouddhas de Bâmiyân en Afghanistan par les Talibans en 2001 aux images actuelles des guerres d'une rare violence en cours au Proche-Orient et en Ukraine notamment, le patrimoine bâti et culturel se retrouve toujours en première ligne des conflits armés, subissant des attaques intentionnelles, volontaires et dévastatrices, sciemment et abondamment médiatisées. Dans ce contexte, le patrimoine est de plus en plus instrumentalisé, et le rôle des images et des médias, mais aussi des technologies, s'est considérablement accru.

Du premier acte d'« Effacer » à celui de « Réparer », en passant par celui de « Conserver », l'exposition décryptera les mécanismes et enjeux à l'œuvre dans les conflits modernes, en particulier lorsque ceux-ci s'arrêtent enfin et que la question de la réparation et de la reconstruction est venue.

L'exposition sera accompagnée d'un ouvrage scientifique rassemblant une somme de contributions d'experts internationaux édité par le GrandPalaisRmn, d'actions de communication et de médiation (cycles de tables-rondes, de films...), et, le cas échéant, prolongée par une itinérance.

#### Dispositif scénographique :

L'exposition prendra place dans la galerie haute des expositions, un volume courbe, tout en longueur de 6,50 m de large sur 130 m de long, avec une hauteur sous plafond de 3,90 m pour une surface d'environ 1 000 m<sup>2</sup>.

L'exposition s'appuiera essentiellement sur des contenus multimédias (images fixes et animées – projections 3D, photographies, documents graphiques, extraits de films documentaires, témoignages et textes). Le dispositif scénographique fera donc une large place à l'image animée et s'appuiera donc principalement sur des dispositifs multimédias (grandes projections immersives).

## **1.2 Parties contractantes**

Les parties contractantes sont :

**Cité de l'architecture et du patrimoine**, Établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé au 1 place du Trocadéro, 75116 Paris, représentée par monsieur Julien Bargeton, en qualité de président.

**Et, le titulaire** dont l'acte d'engagement a été accepté par la Cité de l'architecture et du patrimoine et désigné par les documents du marché par le terme « Titulaire ».

### 1.3 Allotissement du marché

Sans objet

### 1.4 Nature du marché

Le budget prévisionnel du marché de fabrication du dispositif scénographique est de 175 000,00 € HT soit 210 000,00 € TTC.

Ce budget ne comprend pas les honoraires de l'équipe titulaire du présent marché. Il couvre les postes relatifs à la fabrication, l'installation et la désinstallation du dispositif scénographique (mobilier) et graphique (impression), ainsi que ceux concernant les travaux d'installation et la désinstallation des éclairages et équipements audiovisuels (hors matériel provenant du parc de la Cité), et la mise en peinture de la salle d'exposition.

### 1.5 Durée du marché

Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'au démontage complet de l'exposition en janvier 2027.

#### 1.5.1 Planning prévisionnel d'exécution pour chacune des phases

Du 20 février au 14 mars 2025	Phase Candidature (phase 1)
14 mars 2025 à 11h00	Remise des candidatures
Du 17 au mars au 31 mars 2025	Sélection des 4 candidats maximum admis à concourir
Du 2 avril au 6 mai 2025	Phase Offres (phase 2)
8 ou 9 avril 2025 (au choix des candidats)	Visite du site de l'exposition
13 mai 2025	Audition des candidats (matin) et tenue du jury phase offres (après-midi)
Du 14 mai au 20 mai 2025	Phase de négociations
Fin mai 2025	Notification du candidat retenu
De fin mai à fin juin 2025	Phase APS
De juillet à mi-septembre 2025	Phase APD
De mi-septembre à fin octobre 2025	Phase PRO / DCE
Du 17 novembre au 12 décembre 2025	Publication marché public de fabrication du dispositif

Du 15 décembre 2025 au 09 janvier 2026	Analyse des offres
Du 12 au 16 janvier 2026	Notification des prestataires retenus
Du 26 janvier au 13 février 2026	Phase EXE
Du 16 février au 17 avril 2026	Approvisionnement et fabrication du dispositif
Du 20 avril au 18 mai 2026	Montage sur site, tests audiovisuels et installation des œuvres
<b>19 mai 2026 (sous réserve)</b>	<b>Inauguration / Ouverture au public</b>
<b>À partir du 11 janvier 2027</b>	Démontage

Il est précisé que l'équipe qui sera lauréate de la présente consultation s'engage à respecter les délais prévus dans le planning prévisionnel ainsi défini.

## 1.6 Clause d'insertion sociale

Sans objet.

## ARTICLE 2 – CONDITION DE LA CONSULTATION

### 2.1 Étendue de la consultation

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée restreinte, en application des dispositions de l'article R2123-1°3 du Code de la commande publique.

La présente consultation se déroule en deux phases :

- **La phase Candidature (phase 1)** a pour objet l'examen des candidatures puis la sélection par le jury du concours. Cette phase permet d'arrêter une liste de quatre (4) candidats maximum admis à présenter une offre, selon les dispositions de l'article 5 – Sélection des candidatures et les critères de sélection définis à l'article 6.

Elle comprend :

- La remise des candidatures selon les dispositions de l'article 4 – Dépôt des candidatures ;
- L'examen des candidatures par le jury du concours.



- **La phase Offre (phase 2)** a pour objet de sélectionner une équipe pour la conception du dispositif scénographique de l'exposition « Face à la guerre », selon les dispositions de l'article 8 – Dépôt et jugement des offres et des critères de sélection définis à l'article 8.5.

Elle comprend :

- L'envoi d'un dossier de consultation aux quatre (4) candidats maximum sélectionnés en phase 1 admis à concourir ;
- La visite obligatoire du site d'exposition (cf. article 7 – phase Offre) ;
- La remise des offres (cf. article 8 – phase Offre) ;
- L'examen des offres par la commission interne des marchés de la Cité ;
- Une audition des candidats devant le jury avant la délibération du jury.

## **2.2 Nomenclature communautaire**

Classification principale CPV : 92521100 Services d'exposition dans les musées

## **2.3 Variantes**

Sans objet.

## **2.4 Tranches**

Sans objet.

## **2.5 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Sans objet.

## **2.6 Options au sens du droit communautaire - Prestations similaires**

La Cité de l'architecture et du patrimoine se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable, dans les situations décrites à l'article R. 2122-7 du Code de la Commande publique, pour la réalisation de prestations similaires.

## 2.7 Forme juridique de l'attributaire

**Le groupement doit comporter les compétences obligatoires suivantes :**

- **Conception scénographique ;**
- **Conception graphique ;**
- **Conception lumières.**

Si l'un des groupements ne détient pas l'une de ces compétences, il sera éliminé au stade de la candidature (cf. article 6.2).

**Le mandataire du groupement devra obligatoirement être le scénographe.**

Aucune forme de groupement n'est imposée par la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Les candidats ne peuvent pas présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Pour la bonne exécution du marché, en cas d'attribution à un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

## 2.8 Langue et unité monétaire

Tous les documents constituant l'offre seront rédigés en langue française sinon, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les montants seront exprimés en euros.

## 2.9 Correspondances

Durant la procédure de consultation, la correspondance s'effectuant par voie électronique, les candidats doivent s'inscrire sur la plateforme des achats de l'État :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

La Cité de l'architecture et du patrimoine ne saurait être tenue responsable des courriers électroniques adressés aux personnes désignées par les candidats mais non-réceptionnés.

## **ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODALITÉS D'OBTENTION POUR LA PHASE 1**

### **3.1 Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCC) pour la phase 1**

Le dossier de consultation de la phase candidatures contient les pièces suivantes :

Le présent règlement de la consultation de la phase candidature (RC) ;

- Les modèles de formulaires de déclaration du candidat DC1, DC2 et DC4 (Version 2019) que le candidat pourra utiliser ;
- Déclaration sur l'honneur du candidat ;

Le Code de la commande publique, et le CCAG PI relatif au marché approuvé par arrêté du 30 mars 2021, en vigueur à sa date d'engagement sont réputés connus des candidats.

### **3.2 Modalité d'obtention du DCC pour la phase 1**

Le dossier de consultation de candidature est disponible gratuitement en téléchargement à l'adresse électronique suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Il est fortement recommandé aux candidats de créer un compte et de s'identifier préalablement sur la plateforme, avant de télécharger le dossier de consultation, pour être informés des compléments qui lui seraient apportés car la Cité de l'architecture et du patrimoine se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation.

Ces modifications seront reçues par les candidats au plus tard cinq (5) jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

En aucune manière la Cité ne saurait être tenue pour responsable de la mauvaise utilisation de la plateforme par les candidats

### **3.3 Demande de renseignements complémentaires pour la phase 1**

Conformément à l'article L.2132-2 du Code de la commande publique, tous les échanges durant la procédure de passation des marchés publics doivent être dématérialisés. Cela concerne :

- la mise à disposition des documents de la consultation ;
- la réception des candidatures et des offres, pour toutes les phases ;

- les questions/réponses des acheteurs et des entreprises ; les demandes d'informations, de compléments, les échanges relatifs à la négociation ; ainsi que toute correspondance relative à la consultation.

Pour tous les renseignements qui seraient nécessaires aux candidats pour leur étude, ils doivent faire parvenir une demande écrite via la plateforme PLACE.

Toute demande de renseignement devra parvenir à la Cité de l'architecture et du patrimoine via la plateforme PLACE, au plus tard le **4 mars 2025 à 12h00**.

Les candidats devront s'assurer de la bonne réception de leurs questions dans les délais. Il ne sera procédé à aucune réponse pour les questions arrivées hors délai.

### **3.4 Modification du DCE pour les deux phases**

La Cité de l'architecture et du patrimoine, se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation de la phase candidature. Celles-ci seront envoyées **au plus tard 10 jours calendaires** avant la date limite de remise des plis. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, les dispositions précédentes seront aménagées en fonction de cette nouvelle date.

### **3.5 Confidentialité**

Les entreprises candidates ayant retiré un dossier de consultation s'engagent à garder strictement confidentiels les informations et documents contenues dans ce dossier. Ces informations et documents ne peuvent être transmis à des tiers et ne sauraient être utilisés par les entreprises candidates à d'autres fins que l'élaboration de leur offre à la présente consultation.

## **ARTICLE 4 – MODALITÉS DE PRESENTATION DES CANDIDATURES**

Les candidatures devront parvenir à la Cité de l'architecture et du patrimoine via la plateforme PLACE, au plus tard **le 14 mars 2025 à 11H00**.

Le dossier sera constitué d'un pli unique devant contenir les pièces relatives à la candidature.

#### 4.1 Présentation de la candidature

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire dans **un dossier complet « Candidature »** comprenant les pièces suivantes :

- 1.** Lettre de candidature DC1, dûment complétée et signée ;
- 2.** Déclaration du candidat individuel ou membre du groupement DC2, dûment complétée et signée ;
- 3.** Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- 4.** Une attestation sur l'honneur, (communiquée par la Cité de l'architecture et du patrimoine), dûment complétée et signée ;
- 5.** Une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité des risques professionnels ;
- 6.** Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- 7.** Un dossier de présentation générale réunissant les 3 candidats indiquant leurs références professionnelles récentes en rapport avec les prestations à réaliser :

Format obligatoire : 1 seul fichier numérique (.pdf) de moins de 30 Mo constitué de 30 pages A3 maximum, orientation paysage.

Comprenant :

- a.** Une sélection pertinente de vingt (20) références significatives maximum de scénographies d'expositions démontrant les compétences dans les trois domaines de compétences énoncés en objet ; pour chaque référence : nom du maître d'ouvrage, étendue de la mission, programme, surface, année.
- b.** Une présentation de la composition de l'équipe (scénographe, graphiste et lumière) mentionnant pour chacun les références, cv, les moyens humains et matériels ;
- c.** Une notice sur la démarche écoresponsable, accompagnée d'exemples concrets ;
- d.** Les coordonnées de l'interlocuteur représentant de l'équipe candidate.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par la Cité de l'architecture et du patrimoine. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de groupement, les documents listés ci-dessus devront impérativement être remis pour

chacun des membres.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la Commande publique, le candidat a la possibilité de présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution (UE) 2016/7 du 5 janvier 2016 de la Commission européenne qu'il produira en lieu et place des documents listés ci-avant.

Le document unique de marché européen (DUME), pré-rempli par l'acheteur et rédigé en français, pourra être remis par le candidat, chaque cotraitant et chaque sous-traitant en lieu et place :

- De la déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique
- Des renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.

Le DUME peut être accessible :

- Par le profil d'acheteur ;
- Par l'utilitaire disponible à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>;
- Par l'outil mis en place par la Commission européenne.

La Cité de l'architecture et du patrimoine autorise les candidats à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique. La vérification des capacités du candidat pourra être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché. Les candidats devront alors produire les pièces visées ci-dessus dans un délai de 5 jours à compter de la demande la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Les candidats auront la possibilité de ne pas remettre un ou plusieurs des documents ou renseignements demandés dans le cadre de la présente consultation s'ils ont déjà été remis dans le cadre d'une précédente consultation et si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent préciser à cet effet, dans leur dossier de candidature,
  - D'une part, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais,
  - Et d'autre part, l'identification de la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises.
- Les documents doivent être toujours valables.

À défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

Les candidats sont informés qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise

à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature,
  - D'une part la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais
  - Et d'autre part les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace.
- L'accès à ces documents est gratuit.

## **ARTICLE 5 – MODALITÉS DE REMISE DES CANDIDATURES**

### **5.1 Modalités de dépôt**

Le dossier sera obligatoirement déposé sur la plateforme des achats de l'État à l'adresse où le candidat aura téléchargé le dossier de la consultation.

Les pièces seront entièrement rédigées en langue française et les prix donnés en euros.

Les offres au format papier seront refusées conformément à l'article L2132-2 du Code de la commande publique.

### **5.2 Délai de validité des candidatures**

Le délai de validité des candidatures est fixé à six (6) mois à compter de la date limite de réception des candidatures.

## **ARTICLE 6 – SÉLECTION DES CANDIDATURES (phase 1)**

Il sera procédé à une analyse de la conformité des candidatures au regard du présent règlement de la consultation.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que les pièces de candidature mentionnées à l'article 4.1 du présent règlement de consultation sont manquantes ou incomplètes, il peut être décidé soit de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié, soit d'éliminer la candidature.

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la Commande Publique.

Lors de l'analyse de la candidature, seront éliminées :

- Les candidats en redressement judiciaire en cours de période d'observations ou dont le plan de redressement (plan de continuation) est inférieur à la durée d'exécution du marché ;
- Les candidats dont les capacités professionnelles et techniques ou financières seront jugées insuffisantes ;
- Les candidats ayant fait l'objet d'une interdiction obligatoire ou facultative de soumissionner.

## 6.1 Composition du jury du concours

La commission interne des marchés est composée des membres suivants, conformément à l'article R. 2162-25 du Code de la commande publique :

- Le président de la Cité de l'architecture et du patrimoine ;
- La directrice générale déléguée de la Cité de l'architecture et du patrimoine ou son représentant ;
- Les commissaires de l'exposition ;
- 2 représentants de la Direction de la production des expositions ;
- 1 représentant de la Direction du numérique ;
- 1 représentant de la direction des publics ;
- Les représentants du service juridique.

## 6.2 Critères de sélection des candidatures par le jury

Critères de sélection
<p><b><u>Critère n°1</u> : Qualité et pertinence des références du candidat</b></p> <p>L'équipe candidate devra présenter une sélection pertinente de vingt (20) références significatives <u>maximum</u> de scénographies d'expositions démontrant les compétences dans les trois domaines de compétences obligatoires précitées.</p> <p>Le dossier de présentation des références doit se conformer au cadre fixé à l'article 7 du présent règlement de consultation.</p>
<p><b><u>Critère n°2</u>: Qualité et pertinence des compétences du candidat</b></p> <p><b>2-a) Compétences obligatoires :</b></p> <p>Le candidat devra présenter obligatoirement dans son équipe les compétences suivantes, sous peine d'élimination:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Scénographe ;</li><li>- Graphisme ;</li><li>- Lumière.</li></ul> <p><b>2-b) Composition de l'équipe :</b></p>



Le candidat devra présenter la composition de l'équipe (scénographe, graphiste et lumière) dédiée au marché, mentionnant pour chacun : CV, qualifications etc. nécessaires pour apprécier l'expérience de l'équipe. Un interlocuteur unique devra être désigné ainsi qu'un suppléant.

**Critère n°3 : Engagement en matière de développement durable**

Appréciation de la prise en compte des aspects environnementaux dans la conception et la réalisation (choix des matériaux, gestion des ressources, frugalité, etc.) et de l'intégration de solutions écoresponsables dans le projet de l'équipe candidate.

**ARTICLE 7 – VISITE OBLIGATOIRE LORS DE LA PHASE OFFRE**

Phase s'adressant aux quatre (4) candidats maximum sélectionnés en phase 1 admis à concourir.

**7.1 Visite obligatoire de site**

Une visite obligatoire du site sera organisée le **8 ou 9 avril 2025** à l'adresse suivante :

**Cité de l'architecture et du patrimoine, entrée par le pavillon About  
1 avenue Albert de Mun, 75116 Paris**

Les modalités d'inscription aux visites seront précisées dans le règlement de la consultation de la phase offre et se dérouleront comme suit :

Les candidats devront prendre contact aux adresses suivantes pour convenir d'une visite sur une des deux dates précitées :

- Myriam FEUCHOT, Directrice de la production des expositions :  
[myriam.feuchot@citedelarchitecture.fr](mailto:myriam.feuchot@citedelarchitecture.fr) ;
- Marion ZIRK, Cheffe de projet à la Production des expositions :  
[marion.zirk@citedelarchitecture.fr](mailto:marion.zirk@citedelarchitecture.fr).

## ARTICLE 8 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODALITÉS D'OBTENTION

### 8.1 Modalités de dépôt des offres

Les candidats sélectionnés en phase 1 admis à présenter une offre (au nombre maximum de 4) seront destinataires d'un dossier de consultation.

Leur offre sera obligatoirement déposée sur la plateforme des achats de l'État à l'adresse indiquée à l'article 3.

Les pièces seront entièrement rédigées en langue française et les prix donnés en euros.

Les offres au format papier seront refusées conformément à l'article L2132-2 du Code de la commande publique.

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
  - L'annexe « A » de l'acte d'engagement : « la décomposition de prix global et forfaitaire – DPGF »
  - L'annexe « B » de l'acte d'engagement « Le mémoire technique » ;
  - L'annexe « C » de l'acte d'engagement « L'engagement de confidentialité » ;
  - L'annexe « D » de l'acte d'engagement « L'attestation d'absence de conflit d'intérêt » ;
  - L'annexe « E » de l'acte d'engagement « L'attestation de respect des lois et principes régissant la République française » ;
  - L'annexe « F » de l'acte d'engagement « Les clauses de sous-traitance et protection des données personnelles » ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;

Le formulaire de cession de droits relatif à l'esquisse remise.

### 8.2 Date limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est fixée au **6 mai 2025 à 11h00**.

### 8.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à six (6) mois à compter de la date limite de réception des offres.

### 8.4 Contenu du dossier de consultation pour la phase offre

Le candidat aura à produire un dossier « offre » complet comprenant les pièces suivantes :

**Pièce 1. L'acte d'engagement (AE), dûment complété, tamponné et signé ;**

**Pièce 2. L'annexe « A » de l'acte d'engagement « La Décomposition de prix global et forfaitaire – DPGF »** Il est précisé que le candidat devra chiffrer toutes les lignes de la DPGF. Ainsi, le candidat devra **obligatoirement** remettre la DPGF en format PDF et Excel ;

**Pièce 3. L'annexe « B » de l'acte d'engagement « Dossier mémoire technique », dans ce dernier le candidat devra obligatoirement comprendre :**

- **Une esquisse**, comportant les éléments suivants :
  - Le parti pris scénographique (rendu au choix des candidats : plans et élévations, dessin, ambiances et références, multimédias, accessibilité...)
  - Le parti pris graphique (principe, police, supports pressentis) ;
  - L'éclairage.
- **Une note d'intention** de description du projet précisant les partis pris, mobiliers réemployés, matériaux, couleurs, etc. et la démarche d'écoconception et d'accessibilité ;
- **Un pré-chiffrage** du budget de réalisation.

**Pièce 4. L'annexe « C » de l'acte d'engagement « L'engagement de confidentialité »** ; dûment complétée, et signée ;

**Pièce 5. L'annexe « D » de l'acte d'engagement « L'attestation d'absence de conflit d'intérêt »** ; dûment complétée, et signée ;

**Pièce 6. L'annexe « E » de l'acte d'engagement « L'attestation de respect des lois et principes régissant la République française »** ; dûment complétée, et signée ;

**Pièce 7. L'annexe « F » de l'acte d'engagement « Les clauses de sous-traitance et protection des données personnelles »** dûment complétée, et signée.

**Pièce 8. Le formulaire de cession de droits relatif à l'esquisse remise.**

**Le CCAG PI relatif au marché est réputé connu des candidats.**

**NB :** Si les documents font l'objet d'une signature manuscrite, il convient de parapher toutes les pages, de signer et tamponner la dernière page.

## 8.5 Modalités d'appréciation des offres

Valeur financière
Montant des honoraires proposés
Compatibilité du projet avec l'enveloppe financière
Valeur technique
Qualité de la réponse au programme :  Il sera apprécié la qualité artistique et technique de la proposition scénographique et graphique, l'adéquation du projet avec le propos de l'exposition tant du point de vue esthétique, scénographique que technique. Il sera également apprécié qualité de la démarche d'accessibilité tout public et confort en rapport avec la proposition, ainsi que la qualité de la démarche d'écoconception.

Ces critères sont prévisionnels, ils pourront être modifiés, par le pouvoir adjudicateur, dans le règlement de la consultation de la phase offre.

### ARTICLE 9 – VERSEMENT D'UNE PRIME

Une prime d'un montant forfaitaire de 3 000 € HT (trois mille euros Hors Taxes) est allouée au lauréat ainsi qu'aux candidats non retenus en phase deux (2) ayant remis les éléments conformes au règlement de la consultation.

Le montant est non actualisable et non révisable.

Dans le cas où une offre et les prestations seraient incomplètes ou ne répondraient pas au programme, une réduction ou la suppression de la prime pourra être effectuée par l'acheteur sur décision du jury.

L'acheteur, conformément à l'article R.2172-4 du Code de la commande publique, se réserve le droit de réduire ou de supprimer les primes des soumissionnaires dont les offres sont irrégulières.

Il sera procédé à la réduction de la prime dans les cas suivants, les réductions sont cumulables entre elles :

- L'offre n'est pas présentée selon les exigences du règlement de concours : réduction de 10 % ;
- L'offre et les prestations ne répondent pas au niveau de détail attendu d'une esquisse (dont les contraintes de formes, telles que le nombre, le format, les échelles des documents graphiques,

le niveau de définition, et les couleurs) : réduction de 15 % ;

- L'offre et les prestations ne répondent pas à une ou plusieurs contraintes du programme détaillé : réduction de 20 %.

Néanmoins, les taux indiqués sont des taux maximums faisant l'objet d'une appréciation par le jury en fonction du manquement constaté sur chaque point de non-conformité.

Il sera procédé à la suppression de l'intégralité de la prime dans les cas suivants :

- Offre ou prestations non remises ;
- Offre ou prestations parvenues hors délai ;
- Offre ou prestations apportant une réponse sans rapport avec le besoin de l'acheteur.

Après notification de la décision du jury, la prime sera versée à chaque équipe candidate non retenue au plus tard dans un délai de 60 jours à compter du dépôt de la facture correspondante sur le portail Chorus Pro (portail Internet de dématérialisation des factures adressées aux entités publiques) : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour les candidats non retenus, la prime vaudra solde de tout compte.

Pour le lauréat de la consultation, sa rémunération tiendra compte de la prime qu'il aura reçue pour sa participation à la consultation.

## **ARTICLE 11 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

La Cité de l'architecture et du patrimoine se réserve le droit, jusqu'à la signature du marché, de ne pas donner suite à la présente consultation.

Après ouverture des offres, et analyse, le représentant légal de la Cité de l'architecture et du patrimoine arrête un classement en fonction des critères de jugement, et attribue provisoirement le marché.

Conformément aux dispositions des articles R. 2143-6 et suivants du Code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 (JORF n°0077 du 31 mars 2019 - texte n° 14), les pièces justificatives mentionnées ci-dessous devront être produites à La Cité de l'architecture et du patrimoine.

Les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, remettre les documents demandés ci-dessus au stade du dépôt de leur pli.

Lorsque l'attributaire est établi ou domicilié à l'étranger, il fournit les documents mentionnés à l'article D. 8222-7 du Code du travail. Conformément à l'article D. 8222-8 du même code, les

documents et attestations énumérés à l'article D. 8222-7 sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) au 31 décembre de l'année précédente ;
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
- Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés si l'attributaire emploie plus de 20 salariés.

Pour les candidats établis dans un autre État, il s'agit des attestations délivrées par les autorités compétentes du pays, et accompagnée d'une traduction en français.

- Communication du numéro unique d'identification (SIREN) ;
- Une liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail. En application de l'article D. 8254-2 du même code, cette liste mentionne, pour chaque salarié y figurant : la date d'embauche, la nationalité de l'intéressé, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- Pour les opérateurs économiques établis hors de France uniquement : la déclaration préalable de détachement établie en application de l'article R. 1263-4 du Code du Travail.

En cas de groupement, les documents listés ci-dessus devront impérativement être remis pour chacun des cotraitants.

Le délai imparti par La Cité de l'architecture et du patrimoine pour remettre ces documents est **de 7 jours calendaires** à compter de la réception du courrier l'informant qu'il s'est vu provisoirement attribuer le marché.

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la Commande Publique dans le cas où le candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature est déclarée irrecevable.

Dans ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

## ARTICLE 12 - TRAITEMENT DES DONNÉES

Les informations recueillies dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné à gérer la passation, l'exécution et la gestion financière des marchés de la Cité de l'architecture et du patrimoine. Leur durée de conservation, liée à la procédure de consultation, est soumise aux règles d'archivage des dossiers des marchés publics.

Les destinataires des données sont les services de de la Cité de l'architecture et du patrimoine chargés de la passation, de l'exécution et de la gestion financière des marchés publics.

Conformément à loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, le candidat dispose d'un droit d'accès, d'un droit de rectification, d'un droit à l'effacement, d'un droit à la limitation du traitement, ainsi qu'un droit à la portabilité de ses données. Toute personne qui souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations la concernant, peut adresser une demande accompagnée d'une copie de sa pièce d'identité au Délégué à la Protection des Données.

Le délégué à la protection des données est joignable aux coordonnées suivantes : la Cité de l'architecture et du patrimoine – Azhar FALA, Délégué à la protection des données - 1, place du Trocadéro et 11 novembre 75116 Paris ; ou par courrier électronique à : [dpo@citedelarchitecture.fr](mailto:dpo@citedelarchitecture.fr).

## ARTICLE 13 - RECOURS

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Paris, 7, rue de Jouy 75 181 PARIS Cedex 04

Téléphone : 01 44 49 44 00

Télécopieur : 01 44 59 46 46

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)